

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE L'AIN ----- COMMUNE DE PEROUGES ----- Numéro de dossier : 2026034	ARRETE DE VOIRIE PORTANT INTERDICTION DE STATIONNEMENT
---	---

LE MAIRE DE PEROUGES,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la demande formulée le 06 février 2026 par la société CHARPENTE MORTIER, REPRESENTEE PAR M. DAVID MORTIER, DOMICILIE 60 CHEMIN DE LA MAISON CHENE 01160 SAINT-MARTIN-DU-MONT, qui souhaite effectuer des travaux de charpente et de couverture, en occupant temporairement le domaine public rue des rondes, rue de la tour et rue des princes à Pérouges (01800);

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Le stationnement sera autorisé à l'entreprise Charpente Mortier, rue des rondes, rue de la tour et rue des princes, pour des travaux;

Le stationnement sera interdit aux véhicules au croisement du chemin dit « chemin de derrière la tour » et « rue de la tour ».

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale à partir du 09 février 2026, pour une durée de 1 jours.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 3 :

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 4 :

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée et ne pourra empiéter sur le domaine public.

Article 5 :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Article 6 :

Mme le Maire de Pérouges, M. le commissaire de police de Meximieux, M. le commandant de la brigade de gendarmerie de Meximieux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pérouges, le 06 février 2026

Le Maire,

Nathalie MICOLAS



La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de LYON dans les deux mois à compter de sa notification.